

LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

Numéro 2, Mai 2016

Publication de Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies

Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux en Afrique (ORCRA)

Par Dr. Bakary Sambe

BOKO HARAM DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

Au-delà du sécuritaire, le danger ethniciste et le désastre humanitaire

Le sommet d'Abuja, en plus d'avoir réuni le Président français François Hollande, le chef de la diplomatie britannique Philippe Hammond et le Secrétaire d'Etat américain Adjoint Anthony Blinken aux côtés des chefs d'Etats africains de la région, a été un grand moment d'aveu d'échec des stratégies jusqu'ici déployées contre Boko Haram.

La stratégie adoptée, récemment, dans le cadre de l'opération « Arrow », n'a pas payé du fait d'avoir négligé la mue du groupe terroriste qui, en plus, s'est orienté vers de nouvelles filières d'approvisionnement en armes. Cette stratégie ayant surtout misé sur le tout-militaire s'est concentrée sur les régions du Bassin Lac Tchad, notamment, les zones frontalières entre le Cameroun et le Nigeria. De ce fait, **la force multinationale n'a pas pris en compte le redéploiement de Boko Haram à l'intérieur de ces deux pays avec de nouvelles cellules qui se sont multipliées.**

En effet, la nouvelle stratégie de Boko Haram consisterait à multiplier et à intensifier les attaques suicides au Cameroun et au Nigéria en plus d'enlèvements d'étrangers, au moment où le mouvement Ansaru se redéploie, malgré l'arrestation début avril de son chef Khaled Al-Barnawi. En même temps l'extension du front en Afrique centrale rend difficile le déploiement d'une force multinationale qui fait toujours face à d'énormes difficultés logistiques. **Au milieu d'un désastre humanitaire en gestation, de nouvelles filières d'armement s'organisent depuis la Libye avec des couloirs en Centrafrique, au Tchad et au Soudan.**

Au-delà des effets d'annonce, du triomphalisme et des fortes déclarations politiques tous azimuts, cette étude se propose de rappeler les sources de l'enlisement du conflit ainsi que ses facteurs socioculturels. Elle s'appesantira, aussi, sur la gravité de la situation humanitaire dans tout le bassin du Lac Tchad montrant que la lutte contre Boko Haram dépasse largement les frontières du Nigéria tout en nécessitant des stratégies régionales et même interrégionales variées au-delà des seules solutions militaires qui ont déjà montré leurs limites. **Le désastre humanitaire est déjà une réalité compromettant les efforts de paix de la communauté internationale, pour l'heure, obnubilée par le sécuritaire.**

I- Aux sources de l'enlèvement : facteurs socioculturels et économie criminelle

L'extension du conflit qui oppose les insurgés de Boko Haram au gouvernement nigérian ne date pas de 2014 suite aux exactions de grande envergure menées par le mouvement terroriste. L'élargissement du foyer de tension à tout le bassin du Lac Tchad a été un fait trouvant ses origines dans les complexités socioculturelles de cette vaste zone.

Il faut rappeler, par exemple, que la région de Diffa au Niger a été le théâtre de la rébellion Toubou dans un contexte d'insécurité continue de 1994 à 1998, date de la signature des accords de Ndjamena. En réponse à cette rébellion et aux exactions commises sur les populations, certains groupes ethniques (notamment Arabes et Kanouris) se sont armés et d'autres ont constitué des milices. Le cas le plus souvent relevé est celui des miliciens Peuls. A l'issue des accords de paix, rebelles et miliciens furent intégrés au sein des forces de sécurité nigériennes.

Au début des années 2000, la situation s'était pourtant sensiblement améliorée. Mais il n'y a pas eu une politique systématique de confiscation des armes ce qui a permis la survivance de deux foyers d'insécurité, l'un dans le lit du Lac Tchad (autour de Bosso notamment) et l'autre sur les berges de Komadougou Yobé, vers Chetimari.

Cette mauvaise gestion du désengagement des combattants continue d'avoir d'énormes conséquences sécuritaires en plus d'une ethnicisation rampante des rapports sociaux porteuse de germes de nouveaux conflits au Niger comme au Cameroun.

A partir de 2008, face à une recrudescence d'actes criminels notamment aux alentours de la forêt de Bilabirim, les forces nigériennes ont engagé une action vigoureuse pendant six mois avec ses réussites et quelques échecs. Cette action s'est surtout concentrée sur les résidus de miliciens Peuls qui, n'ayant pas pu bénéficier d'une intégration au sein des forces de sécurité et de défense. Du coup, ils se sont donc consacrés aux activités criminelles autour du Bassin du Lac Tchad.

Les exactions de Boko Haram et ses conséquences sur les activités économiques ont aggravé ce phénomène. Malgré l'intervention des forces nigériennes, de nombreux jeunes sont allés au Nigeria où des affrontements fréquents opposaient les agriculteurs et les éleveurs. Cela a donné naissance à **des milices d'autodéfense et la circulation d'armes de guerre créant un environnement propice pour la naissance et le développement d'organisations terroristes s'inspirant de ce qui se passait dans les pays voisins et au Maghreb.** L'existence de conflits latents, la présence d'armes de guerre, la montée internationale de l'idéologie djihadiste et le fait que le Nord Est du Nigeria est un foyer d'Islam salafiste et militant qui accueille de milliers de « Talibés » ou « Mahajiris » dans ses multiples écoles coraniques, constituent des éléments inquiétants sur le plan sécuritaire.

A partir de 2010, la situation économique de la région de Diffa s'est dégradée, particulièrement, en raison des inondations de la Komadougou Yobé survenues

successivement et pendant quatre saisons des pluies (en 2010, 2011, 2012 et 2013). Ces inondations ont constitué une véritable catastrophe et causé un chômage massif chez les producteurs de poivrons, majoritairement Kanouri. Après des entraînement et participation à des exactions au Nigéria, beaucoup de jeunes de la région de Diffa ont rejoint les foyers de l'économie criminelle et de contrebande à partir de Bosso et de Chetimari.

Entre temps, la situation sécuritaire au Nigeria se détériorait du fait des récurrentes attaques de Boko Haram, mais également de l'existence de milices presque tolérées, à l'époque, par l'armée Nigériane dites « *Gora Da Adda* ». Ces milices vivent du racket de la population qui devait malgré elle contribuer à « l'effort de guerre ».

Cette nouvelle situation a poussé des milliers de jeunes nigériens vers l'économie criminelle. Leur armement a été facilité par les liens avec les *Gora Da Adda*, et parfois en relation avec des éléments de Boko Haram en fonction de leur proximité géographique avec l'un ou l'autre groupe. C'est ainsi que, par exemple, plusieurs jeunes nigériens ayant participé à la bataille de Maidougouri en 2012, se sont lourdement armés avant de retourner au Niger poursuivre les mêmes actions criminelles. **La crainte qu'inspire la supposée appartenance de ces groupes à Boko Haram a tétanisé les populations traumatisées par des actes horribles** comme l'égorgement du chef de village de Chetima Wangou jusque-là impuni.

Il est établi que sur le plan ethnique, la base de Boko Haram est Kanouriphone avec une forte proportion de Mobeurs et de Boudouma. De ce fait les deux principaux foyers des réseaux criminels en lien avec Boko Haram au Niger se trouvent dans les zones de Bosso et de Chetimari. Dans sa lutte acharnée contre Boko Haram avec des stratégies quelques fois douteuses, il est arrivé que l'armée nigériane recrute des milices chez les Hausaphones, les Peuls et les Arabes Choua.

Malgré le caractère sensible de cette dimension ethnique et communautaire, il faut la prendre en compte tout en travaillant à un retour de l'Etat pour une stabilité de cette région. La surenchère militaro-sécuritaire conduisant aux pratiques les plus risquées telles que l'armement de milices et le fait d'opposer des ethnies à d'autres n'aide pas à une stabilisation à moyen terme autour du bassin du Lac Tchad.

La guerre contre Boko Haram est en train de déstructurer les équilibres sociaux et politiques tout en risquant de provoquer un désastre humanitaire à moyen terme notamment avec la mort annoncée de filières agricoles entières

II- Un désastre économique en prélude d'une crise alimentaire et humanitaire :

Malgré le triomphalisme d'un Buhari qui n'a toujours pas atteint son objectif surréaliste d' « en finir avec Boko Haram » ainsi que le recul certain du mouvement, les chefs d'Etat présents au sommet d'Abuja reconnaissent déjà l'ampleur du désastre.

Le président français annoncera lui-même, lors du sommet d'Abuja de cette fin de semaine, la catastrophe qui viendra aggraver la situation humanitaire déjà très fragile avec au moins 4.5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dont

300 000 enfants. De même le Conseil de sécurité des Nations Unies à la suite des organisations humanitaires tire sur la sonnette d'alarme.

Pourtant, les organisations humanitaires à l'instar de Médecins Sans Frontières (MSF) n'ont cessé d'attirer l'attention de la communauté internationale ces derniers temps sur l'extrême gravité de la situation dans le Bassin du Lac Tchad :

« Du fait des attaques régulièrement menées par ce groupe sur les villages et de l'insécurité générale, plus de 2,7 millions de personnes ont été déplacées au sein du bassin du lac Tchad, obligées de fuir les raids, les pillages, les massacres et les exactions. Ces déplacements forcés de populations pèsent lourdement sur les ressources déjà limitées des communautés hôtes. Les structures de santé qui fonctionnent sont rares et l'insécurité prive les gens d'accès aux services essentiels. Les services publics, déjà au ralenti, les activités agricoles et le commerce transfrontalier ont été interrompus »¹

C'est surtout l'afflux massif de réfugiés qui inquiète Médecins Sans Frontières dénombrant « près de 2,2 millions de personnes déplacées au Nigéria, dont près d'un million de personnes dans le seul Etat de Borno ». La situation n'est guère meilleure au Cameroun avec 61 000 réfugiés nigériens dénombrés en plus de 158 000 déplacés selon la même source. Les témoignages de MSF² sont alarmants aussi au Tchad avec près de 6 300 réfugiés et 43 800 déplacés : Au Niger, avec une population originelle estimée à 210 000 habitants en 2011, la seule ville de Diffa, doit abriter plus de 300 000 réfugiés, déplacés internes et rapatriés nigériens.

Cette situation trouve, en grande partie, ses origines dans l'approche ultra-sécuritaire du problème Boko Haram notamment dans les pays voisins du Nigéria sous haute pression comme le Niger. **La crise alimentaire est déjà là et risque de s'aggraver dans les mois à venir.** En fait, les filières économiques du poisson et du poivron génèrent des ressources importantes au Niger et dans les régions frontalières voisines alors qu'au Nord du Nigeria, les circuits de distribution de nourriture et de leur commercialisation sont souvent, pendant longtemps, détournés par des proches du mouvement Boko Haram.

Au fil des années de conflit, **Boko Haram a pu réussir une réorganisation de ces filières pour en tirer un profit économique servant à financer ses actions violentes autour d'un bassin éminemment stratégique en termes de zone de repli et de base arrière.**

Certaines sources gouvernementales du Niger estiment à plus de 8 milliards de FCFA les sommes prélevées, par semaine, rien que dans la région de Diffa frontalière du Nigeria. Ce contrôle des filières, nécessaire au financement de Boko Haram, désorganise l'économie locale et impacte négativement sur la production et la commercialisation des denrées alimentaires ainsi que l'approvisionnement des populations en nourriture de base.

¹ - Voir dossier MSF » Nigeria / Lac Tchad : fuir Boko Haram sur : <http://www.msf.fr/actualite/dossiers/nigeria-lac-tchad-fuir-boko-haram>, consulté le 14 mai 2016.

² Même source.

La récurrence des attaques de Boko Haram dans cette zone s'expliquerait même par l'enjeu du contrôle de Bosso (lieu de départ des filières) et de Diffa, nœud névralgique du transport et d'entrée dans les territoires du mouvement terroriste. **Cette situation expose, depuis des années, les populations déjà affectées par la guerre et les exactions de Boko Haram à des situations de forte pénurie.** La gestion sécuritaire d'un problème de sécurité alimentaire conduit, de la part des gouvernements, à des mesures qui font planer de sérieux risques sur les populations locales (interdiction du commerce du poivron et du poisson, restriction du transport de nourriture etc).

D'un côté, les Etats de la région imposent des mesures pour frapper les circuits économiques sous contrôle de Boko Haram, de l'autre, le mouvement tente de détourner des quantités importantes de nourritures initialement destinées aux populations notamment au Nord du Nigéria par les organisations humanitaires.

Aujourd'hui, Boko Haram accentue son influence et sa présence dans les zones du Lac autour de Bosso (poisson) et le canton de la Komadougou autour de Gueskerou et Diffa. Mieux, pour les besoins du contrôle de la production du poisson séché, Boko Haram en arrive même à recruter massivement parmi les Boudoumas un peuple pourtant peu islamisé mais dont la collaboration s'avère stratégique pour le contrôle de la filière poisson. **Dans le cadre de l'organisation des marchés et des filières, Boko Haram fait payer une dime aux commerçants désirant écouler leurs produits sur les marchés du Bornou et de l'état de Yobé** ouvrant vers les grands centres économiques du Nord-Ouest du Nigeria (Kano, Katsina etc..).

Une telle situation pose un certain nombre de **problèmes pour la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés des populations du Bassin du lac Tchad en plus du financement de Boko Haram** commettant des exactions sur les populations civiles tout en déstructurant les circuits de l'économie locale. Cette déstructuration de l'économie a des retombées sur tous les pays voisins du Lac et ses impacts se ressentiront profondément durant les prochaines années notamment au Niger, au Tchad, au Nigeria et au Cameroun.

La stratégie jusqu'au-boutiste de Boko Haram, poussant les Etats de la région à des solutions à court terme, commence à affecter sérieusement l'accès de la population à la nourriture avec des répercussions non seulement sur le travail humanitaire mais aussi les marchés alimentaires autour du Lac. Du coup, **les populations locales sous le coup d'une insécurité permanente se réorientent vers d'autres secteurs surtout les jeunes de plus en plus attirés par l'économie criminelle et les trafics.** Aussi, l'impact se fait déjà ressentir en termes de déplacement de populations dont beaucoup de réfugiés et leurs conséquences sur le travail humanitaire.

Un tel phénomène va influencer sur la criminalité à long terme avec les risques de voir se développer d'autres réseaux de contrebandes et trafics autour d'un bassin déjà miné par des conflits en plus de la recrudescence d'opérations militaires à l'issue incertaine dans le cadre de l'intensification de la lutte annoncée contre Boko Haram.

CONCLUSION

La guerre contre Boko Haram est loin d'être gagnée même s'il semble qu'on va s'acheminer vers une stratégie à l'algérienne similaire à celle qui a conduit à défaire très relativement le GIA. Rappelons que cela n'a pas empêché des poches de résistance jusqu'en 2013 ainsi que le redéploiement vers toutes les régions du Sahel. La solution du « tout militaire » reste toujours une option du désarroi et ne peut aboutir à un règlement durable du conflit. Avec la complexité du contexte socioculturel voire ethnique tout autour du Bassin du Lac Tchad, il faudra, nécessairement, penser aux retombées des inconséquences stratégiques de l'hypothétique après -Boko Haram sur les pays comme le Niger mais aussi le Tchad. Les expériences algériennes et maliennes ont démontré que **l'essoufflement des groupes terroristes ne signifiait jamais la fin du phénomène terroriste** avec la démultiplication des groupes consécutive aux opérations militaires telles que Serval. **La situation humanitaire suffisamment alarmante est déjà une nouvelle crise à résoudre pour la communauté internationale** au Nigéria, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Si l'on ajoute à cet ensemble de facteurs et d'indicateurs peu rassurants, l'extension progressive du front Boko Haram vers l'Afrique centrale et les nouveaux couloirs d'approvisionnement en armes jusqu'au Soudan, **il faut, nécessairement s'attendre, encore au moins, à une longue décennie de troubles et même de jonctions entre groupes dits djihadistes et criminels**. Le pourrissement de telles situations toujours visé par les nébuleuses terroristes ainsi que le parasitage des conflits de la région doivent pousser à des stratégies coordonnées et inclusives sur le long terme malgré l'urgence de vaincre Boko Haram sans, toutefois, être assuré de gagner la paix.

L'Observatoire en quelques lignes :

L'Observatoire des Radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) est fondé en 2012 par Dr. Bakary Sambe en pleine crise malienne pour accompagner les Etats, les ONG et les organisations internationales dans la prise de décision, la conception et la mise en de politiques publiques efficaces. Abrisé au sein de Timbuktu Institute African Center for Peace Studies, l'Observatoire travaille selon une méthodologie lui permettant d'aller au-delà de la recherche fondamentale par notamment : l'élaboration de méthodologies et approches transdisciplinaires des questions sur le radicalisme religieux (sécurité, défense, diplomatie), mise en place d'outils de mesure et d'analyse de phénomènes de radicalisation dans les sociétés africaines contemporaines, la conduite de projets de recherche en collaboration avec d'autres institutions s'intéressant à ce phénomène. Il se positionne de ce fait comme le lieu de production de connaissances endogènes dans une démarche, à la fois, d'opérationnalisation des savoirs mais aussi de renforcement des capacités des acteurs étatiques comme des organisations internationales. Dans cette perspective, l'Observatoire produit de l'expertise mobilisable dans les politiques gouvernementales, régionales et internationales et mène des actions de formation et de plaidoyer dans le domaine de la médiation et de la prévention de l'extrémisme violent.

TIMBUKTU ACTUALITES.....

Nouvelle étude sur la radicalisation des jeunes :

Timbuktu Institute lance à partir de juin 2016 une **étude sur les facteurs de radicalisation des jeunes en banlieue dakaroise** avec le soutien de la Fondation Rosa Luxembourg, Bureau Régional de Dakar. Cette étude vise à **renouveler les éléments de terrains depuis les derniers développements dans la sous-région et au Sénégal** afin de mieux **éclairer les décideurs politiques, la société civile et les partenaires internationaux dans leur action de prévention de l'extrémisme violent.**

Lancement du Programme « Educating for Peace » en direction des campus et des lycées

Dans le cadre de l'Axe de travail « Preventing violent Extremism », Timbuktu a lancé l'initiative « Educating for Peace, destinée aux publics jeunes dans les campus universitaires et quelques établissements secondaires pilotes (Lycées). Ce programme se poursuivra durant les grandes vacances scolaires en s'appuyant sur le mouvement sportif, les associations culturelles et différents segments de la société civile. Il s'appuiera largement sur

Vous pouvez régulièrement trouver notre actualité en plus de publications spécialisées sur le site officiel de l'Institut : www.timbuktu-institute.org

Nous Contacter : Timbuktu Institute - African Center for Peace Studies

39, route de l'Aéroport, Ngo-Almadies – Dakar, Sénégal

Tél : +221 33865 2552 – Cell : +221 77869 84 90

Website : www.timbuktu-institute.org – E-mail : timbuktu.institut@gmail.com